



La CPI semaine après semaine 8 février 2010 #20



Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les trois affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda* et *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont actuellement détenus par la Cour ; tandis que le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009.

Décisions adoptées entre le 1^{er} et le 5 février 2010

Affaire Lubanga

Decision on the prosecution's "Request on the Manner of Questioning of Witness DRC-OPT-WWWW-0015" and contact by the prosecution with Court witnesses

Rendue par la Chambre de première instance I, le 1^{er} février 2010

Affaire Katanga et Ngudjolo Chui

Order in relation to the disclosure of the identity of P-143

Rendue par la Chambre de première instance II, le 1^{er} février 2010

Situation au Darfour, Soudan

Dans la situation au Darfour (Soudan), la Chambre préliminaire I est actuellement saisie de trois affaires : *Le Procureur c. Ahmad Muhammad Harun* (« Ahmad Harun ») et *Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman* (« Ali Kushayb »), *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir* et *Le Procureur c. Bahar Idriss Abu Garda*. Trois mandats d'arrêt ont été délivrés par la Chambre préliminaire I à l'encontre de Harun, Kushayb et Al Bashir pour des charges de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. Les trois suspects sont actuellement en fuite. Une citation à comparaître a été adressée à Abu Garda, qui a comparu volontairement devant la Chambre le 18 mai 2009. Le suspect n'est pas détenu par la CPI. L'audience de confirmation des charges a eu lieu du 19 au 29 octobre 2009.

Affaire Al Bashir

La Chambre d'appel demande à la Chambre préliminaire I de statuer à nouveau sur la charge de génocide

Le 3 février 2010, la Chambre d'appel a rendu son **arrêt concernant l'appel interjeté par le Procureur**. Par cet arrêt, elle annule, à l'unanimité, la décision rendue le 4 mars 2009 par la Chambre préliminaire I, en ce que celle-ci avait décidé de ne pas délivrer de mandat d'arrêt à raison de la charge de génocide. La Chambre d'appel a demandé à la Chambre préliminaire de statuer à nouveau sur la question de savoir si le mandat d'arrêt devrait être élargi de façon à couvrir cette charge.

Le juge Kourula, président de la Chambre d'appel en l'espèce, a donné lecture du résumé de l'arrêt. Précisant que la Chambre d'appel n'était pas saisie de la question de savoir si la responsabilité

pénale d'Omar Al Bashir était ou non engagée pour le crime de génocide, il a expliqué qu'elle avait éclairci un point de droit procédural, en l'occurrence, la question de savoir si la Chambre préliminaire avait appliqué la bonne norme d'administration de la preuve lors de son examen de la requête du Procureur aux fins de délivrance d'un mandat d'arrêt.

Par sa décision du 4 mars 2009, la Chambre préliminaire I avait rejeté la requête du Procureur, en ce qu'elle portait sur le génocide, affirmant qu'un mandat d'arrêt ne serait délivré à raison d'une charge de génocide que si, sur la base de la « preuve par déduction », la seule conclusion raisonnable pouvant être tirée des éléments de preuve produits par le Procureur était qu'il y avait des motifs raisonnables de croire à l'existence d'une intention génocidaire. La Chambre d'appel a conclu qu'exiger que la seule conclusion raisonnable soit l'existence d'une intention génocidaire revenait à exiger du Procureur qu'il réfute toutes les autres conclusions raisonnables et élimine tout doute raisonnable. Elle a estimé que cette norme d'administration de la preuve était trop stricte au stade de la délivrance du mandat d'arrêt, qui est régie par l'article 58 du Statut de Rome. Il s'agissait là d'une erreur de droit.

Bien qu'elle ait annulé la décision de la Chambre préliminaire à cet égard, la Chambre d'appel a débouté le Procureur en ce qu'il lui demandait de conclure qu'il y avait des motifs raisonnables de croire qu'Omar Al Bashir était animé d'une intention génocidaire, puisque c'est à la Chambre préliminaire qu'il revient de trancher cette question en se fondant sur la bonne norme d'administration de la preuve.

Rappel du contexte

Le 4 mars 2009, la Chambre préliminaire I a rendu la **Décision relative à la requête de l'Accusation aux fins de délivrance d'un mandat d'arrêt à l'encontre d'Omar Hassan Ahmad Al Bashir**. Elle y délivrait un mandat d'arrêt à l'encontre d'Omar Hassan Ahmad Al Bashir à raison de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre mais rejetait la requête du Procureur s'agissant du crime de génocide.

Le 6 juillet 2009, le Procureur a interjeté appel de cette décision. La Chambre d'appel a autorisé la Sudan Workers Trade Unions Federation et le Sudan International Defence Group à présenter des observations en qualité d'amici curiae. Huit victimes ont également été autorisées à présenter leurs vues à la Chambre d'appel.

La situation au Darfour a été renvoyée à la Cour pénale internationale par la résolution 1593 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, adoptée le 31 mars 2005. Dans le cadre de cette situation, trois affaires ont été ouvertes : *Le Procureur c. Ahmad Muhammad Harun* (« Ahmad Harun ») et *Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman* (« Ali Kushayb ») ; *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir* ; et *Le Procureur c. Bahar Idriss Abu Garda*.

Décisions adoptées entre le 1^{er} et le 5 février 2010

Judgment on the appeal of the Prosecutor against the "Decision on the Prosecution's Application for a Warrant of Arrest against Omar Hassan Ahmad Al Bashir"

Rendu par la Chambre d'appel, le 3 février 2010

Affaire Abu Garda

Décisions adoptées entre le 1^{er} et le 5 février 2010

Decision Setting a Time Limit for the Parties' Replies to 20 Applications for Victims' Participation in the Proceedings

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 29 janvier 2010

Situation en République du Kenya

La République du Kenya a ratifié le Statut de Rome le 15 mars 2005, devenant ainsi un Etat partie. Le 6 novembre 2009, suite à une lettre du Procureur l'informant de son intention de demander l'autorisation d'ouvrir une enquête proprio motu, la Présidence de la Cour pénale internationale a rendu une décision assignant la situation en République du Kenya à la Chambre préliminaire II. Le 26 novembre 2009, le Procureur a demandé à la Chambre préliminaire II l'autorisation d'enquêter sur cette situation relativement aux violences post-électorales de 2007-2008. La Chambre préliminaire II est en train de considérer la requête du Procureur.

Décisions adoptées entre le 1^{er} et le 5 février 2010

Decision on Application to Appear as Amicus Curiae and Related Requests

Rendue par la Chambre préliminaire II le 03 février 2010

Liens utiles

Les procédures se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : **www.icc-cpi.int**

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**.

Des résumés audiovisuels sont disponibles sur **notre chaîne Youtube**.

Evénements

Le Président de l'Assemblée se rend en Ouganda, en République démocratique du Congo et à Addis-Abeba

Le Président de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, S.E. Monsieur Christian Wenaweser (Liechtenstein), s'est rendu en Ouganda du 24 au 27 janvier 2010 pour discuter des préparatifs de la Conférence de révision, qui doit se tenir du 31 mai au 11 juin à Kampala.

Lors de sa visite, le Président Wenaweser a rencontré S.E. Monsieur Yoweri Kaguta Museveni, Président de l'Ouganda, S.E. Monsieur Frederick Ruhindi, Procureur général adjoint et Ministre d'État, S.E. H. Okello Oryem, Ministre d'État aux affaires étrangères, ainsi que d'autres hauts fonctionnaires du Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles et du Ministère des affaires étrangères. Le Président Wenaweser a également tenu une séance d'information avec la communauté diplomatique, donné une conférence à la Uganda Law Society et rencontré des membres du personnel du Bureau extérieur de la CPI à Kampala.



En outre, le Président a participé à un programme organisé par l'ONG No Peace Without Justice et Human Rights Network of Uganda (HURINET-U), destiné à donner aux délégués qui doivent participer à la Conférence de révision l'occasion de rencontrer des victimes du nord de l'Ouganda et d'évaluer l'impact de la Cour sur cette région. Il a non seulement rencontré des fonctionnaires locaux, mais aussi des survivants de mines terrestres à l'Hôpital régional et centre de réadaptation des blessés de Gulu, ainsi que des victimes, des chefs traditionnels, des chefs religieux et des représentants de la société civile à l'Acholi Inn, et a ensuite participé à une réunion avec des victimes et avec la communauté locale du sous-comté de Pabo.



Le 27 janvier le Président Wenaweser s'est rendu à Bunia, en République démocratique du Congo, où il a tenu des réunions avec des ONG, des chefs religieux locaux et des étudiants. Il a également visité le bureau extérieur de la CPI ainsi qu'un projet visant à garantir la réintégration en sécurité de jeunes femmes qui avaient été enlevées ou affiliées à une force combattante.

Le Président Wenaweser a ensuite poursuivi son voyage en Afrique à Addis-Abeba, en Ethiopie, du 28 au 30 janvier, où il a notamment rencontré le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Monsieur Abdoulie Janneh, et le Conseiller juridique du Secrétariat de l'Union africaine, Monsieur Ben Kioko, pour discuter de la mise en place prochaine d'un bureau de liaison de la CPI à Addis-Abeba et des questions relatives à la Conférence de révision. Le Président a également rencontré des délégués participant au Sommet de l'Union africaine, des ambassadeurs en poste en Ethiopie et des hauts fonctionnaires des Nations Unies.

Interagir avec les communautés

L'équipe de sensibilisation forme des journalistes à Goma, Nord-Kivu

Au cours de la deuxième semaine de sa seconde mission conjointe avec l'ONG canadienne Journalistes pour les Droits Humains, l'équipe en charge de la sensibilisation basée en RDC a organisé à Goma, dans le Nord-Kivu, une session de formation destinée à des journalistes. Sur le modèle de ce qui s'était fait la semaine précédente à Bukavu, dans le Sud-Kivu, une présentation de la CPI a été suivie d'un exposé du représentant de l'ONG. À la fin de la première journée, il a été demandé aux participants de préparer un article de fond qui a été critiqué au cours de la deuxième journée.



L'équipe de sensibilisation forme des journalistes à Goma, Nord-Kivu ©ICC-CPI

Calendrier

Le personnel de la Cour en charge de la sensibilisation s'est également rendu dans les villages de Kavumu et Kalehe, situés respectivement à 40 et 60 km de Bukavu, où vivent des communautés qui ont été directement touchées par le conflit dans les deux provinces du Kivu. Les présentations organisées dans ces localités ont été traduites en mashi, la langue locale parlée par de nombreuses communautés du Nord- et du Sud-Kivu. Après la séance d'information, une séance très animée de questions-réponses a permis aux personnes de l'assistance les plus concernées par les procédures engagées devant la Cour de poser des questions dans leur propre langue.

FÉVRIER 2010						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
08	09	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
MARS 2010						
01	02	03	04	05	06	07
Événements futurs : 27 avril : Ouverture programmée du procès dans l'affaire Jean-Pierre Bemba Gombo 31 mai - 11 juin : Première Conférence de révision du Statut de Rome						

Calendrier

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.